

5° une liste des infractions constatées et des solutions apportées;

6° une évaluation bisannuelle de l'utilisation des capacités "côté ville" et "côté pistes" de l'aéroport.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un comité de coordination pour assister, à titre consultatif, le coordonnateur.

§ 2. Sont membres du comité de coordination :

- 1° l'exploitant de l'aéroport;
- 2° l'autorité responsable du contrôle du trafic aérien;
- 3° un représentant de l'aviation générale;
- 4° l'IATA (International Air Transport Association);
- 5° l'IACA (International Air Carrier Association).

Peuvent devenir membres du comité de coordination, les transporteurs aériens qui démontrent un intérêt pour l'obtention de créneaux horaires et qui effectuent des opérations de transport à l'aéroport de Bruxelles-National.

Un représentant de la Direction générale Transport aérien, ainsi que le coordonnateur sont invités à toutes les réunions du comité de coordination et de ses organes en qualité d'observateur.

Le secrétariat est assuré par un employé de l'exploitant de l'aéroport, qui est une personne différente de son représentant au sein de ce comité et désignée par l'assemblée générale du comité de coordination.

§ 3. Le comité de coordination a, entre autres, pour tâche de formuler des avis sur :

- 1° les possibilités d'optimiser ou d'accroître la capacité de l'aéroport de Bruxelles-National;
- 2° les manières d'améliorer les conditions de trafic aérien à l'aéroport de Bruxelles-National;
- 3° l'examen des réclamations concernant l'attribution des créneaux horaires;
- 4° les méthodes de surveillance de l'utilisation des créneaux horaires attribués;
- 5° la formulation d'orientations pour l'attribution des créneaux horaires, compte tenu des conditions locales;
- 6° l'examen des problèmes sérieux éprouvés par les nouveaux arrivants.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 14.** Notre Ministre chargée de la Mobilité et des Transports et Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 juin 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre chargée de la Mobilité et des Transports,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Télécommunications et des Entreprises  
et Participations publiques,  
R. DAEMS

5° een lijst van de vastgestelde overtredingen en van de aangebrachte oplossingen;

6° om de twee jaar, een evaluatie van het gebruik van de capaciteit "landzijde" en "luchtzijde" van de luchthaven.

**Art. 12.** § 1. Er wordt een coördinatiecomité ingesteld dat de coördinator van advies moet dienen.

§ 2. Zijn lid van het coördinatiecomité :

- 1° de luchthavenexploitant;
- 2° de luchtverkeersleidingautoriteit;
- 3° een vertegenwoordiger van de algemene luchtvaart;
- 4° IATA (International Air Transport Association);
- 5° IACA (International Air Carrier Association).

De luchtvaartmaatschappijen die belang tonen voor het verkrijgen van slots en die luchtvervoeroperaties verrichten op de luchthaven Brussel-Nationaal, kunnen eveneens lid worden van het coördinatiecomité.

Een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Luchtvaart evenals de coördinator worden in de hoedanigheid van waarnemer uitgenodigd op alle vergaderingen van het coördinatiecomité en van zijn organen.

Het secretariaat wordt waargenomen door een werknemer van de luchthavenexploitant, die een andere persoon is dan de vertegenwoordiger ervan binnen dit comité en aangesteld wordt door de algemene vergadering van het coördinatiecomité.

§ 3. Het coördinatiecomité heeft onder andere als taak het verstrekken van advies over :

- 1° de mogelijkheden om de capaciteit van de luchthaven Brussel-Nationaal te optimaliseren of te vergroten;
- 2° de manieren om de luchtverkeersvoorwaarden op de luchthaven Brussel-Nationaal te verbeteren;
- 3° het onderzoek van klachten over de toewijzing van slots;
- 4° de methoden om het gebruik van de toegewezen slots te controleren;
- 5° het formuleren van richtsnoeren voor de toewijzing van slots met inachtneming van de lokale omstandigheden;
- 6° het onderzoek van ernstige problemen waarmee nieuwe gegadigden te kampen hebben.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 14.** Onze Minister belast met Mobiliteit en Vervoer en Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 juni 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister belast met Mobiliteit en Vervoer,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven  
en Participaties,  
R. DAEMS

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 3128

[C - 2003/03401]

15 JUILLET 2003. — Arrêté royal modifiant les arrêtés royaux n<sup>os</sup> 1, 4, 24 et 42 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment l'article 93;

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 3128

[C - 2003/03401]

15 JULI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van de koninklijke besluiten nrs. 1, 4, 24 en 42 met betrekking tot de belasting over de toegevoegde waarde (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op artikel 93;

Vu la directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme, notamment l'article 9 modifié par la directive 84/386/CEE du 31 juillet 1984 et par la directive 1999/59/CE du 17 juin 1999, l'article 11, C, § 2, modifié par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991, l'article 12 modifié par la directive 92/77/CEE du 19 octobre 1992, par la directive 92/111/CEE du 14 décembre 1992, par la directive 94/5/CE du 14 février 1994, par la directive 96/42/CE du 25 juin 1996, par la directive 96/95/CE du 20 décembre 1996 et par la directive 98/80/CE du 12 octobre 1998, l'article 22 remplacé par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991 et modifié par la directive 92/111/CEE du 14 décembre 1992, par la directive 95/7/CE du 10 avril 1995 et par la directive 2000/65/CE du 17 octobre 2000, l'article 28septies inséré par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991 et modifié par la directive 92/111/CEE du 14 décembre 1992 et par la directive 95/7/CE du 10 avril 1995 et l'article 28nonies inséré par la directive 91/680/CEE du 16 décembre 1991 et modifié par la directive 92/111/CEE du 14 décembre 1992, par la directive 95/7/CE du 10 avril 1995 et par la directive 2000/65/CE du 17 octobre 2000;

Vu la directive 2002/38/CE du Conseil du 7 mai 2002;

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 18, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par les arrêtés royaux du 22 décembre 1995, du 27 mai 1997, du 28 décembre 1999 et la loi du 22 avril 2003, l'article 21 remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par les arrêtés royaux du 22 décembre 1995, du 27 mai 1997, du 28 décembre 1999 et la loi du 22 avril 2003, l'article 27, remplacé par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par la loi du 30 octobre 1998, l'article 53, remplacé par la loi du 28 décembre 1992, l'article 53octies, § 2, inséré par la loi du 28 décembre 1992 et modifié par la loi du 22 avril 2003, l'article 55 remplacé par la loi du 7 mars 2002 et modifié par les lois du 20 décembre 2002 et du 22 avril 2003, et l'article 58bis, inséré par la loi du 22 avril 2003;

Vu l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 18 modifié par les arrêtés royaux du 5 décembre 1994, du 16 décembre 1998, du 20 juillet 2000, du 21 juin 2001, du 5 septembre 2001 et du 2 avril 2002;

Vu l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, notamment l'article 9 modifié par les arrêtés royaux du 15 mai 1984, du 30 décembre 1986, du 19 avril 1991, du 29 décembre 1992, du 14 avril 1993 et du 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée;

Vu l'arrêté royal n° 42 du 29 décembre 1992 fixant le taux de change à appliquer lorsque des éléments servant à déterminer la base d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée des opérations autres que des importations de biens, sont exprimés dans une monnaie étrangère, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 26 novembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, émis le 4 juin 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 juin 2003;

Vu l'urgence motivée par le fait :

— que la directive 2002/38/CE doit être transposée en droit belge avant le 1<sup>er</sup> juillet 2003;

— que tout retard serait de nature à provoquer des distorsions de concurrence entre les opérateurs entraînant des risques de double ou de non imposition;

Vu l'avis 35.658/2 du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 18 de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par les arrêtés royaux du 5 décembre 1994, du 16 décembre 1998, du 20 juillet 2000, du 21 juin 2001, du 5 septembre 2001 et du 2 avril 2002, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les personnes tenues au dépôt de la déclaration visée à l'article 58bis, § 2, 4, du Code, utilisent des formules de déclarations qui consistent en un message électronique dont le contenu est fixé à

Gelet op de richtlijn 77/388/EEG van de Raad van 17 mei 1977 betreffende de harmonisatie van de wetgevingen der Lid-Staten inzake omzetbelasting — Gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde : uniforme grondslag, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de richtlijn 84/386/EEG van 31 juli 1984 en bij de richtlijn 1999/59/EG van 17 juni 1999, op artikel 11, C, § 2, gewijzigd bij de richtlijn 91/680/EEG van 16 december 1991, op artikel 12, gewijzigd bij de richtlijn 92/77/EEG van 19 oktober 1992, bij de richtlijn 92/111/EEG van 14 december 1992, bij de richtlijn 94/5/EG van 14 februari 1994, bij de richtlijn 96/42/EG van 25 juni 1996, bij de richtlijn 96/95/EG van 20 december 1996 en bij de richtlijn 98/80/EG van 12 oktober 1998, op artikel 22, vervangen bij de richtlijn 91/680/EEG van 16 december 1991 en gewijzigd bij de richtlijn 92/111/EEG van 14 december 1992, bij de richtlijn 95/7/EG van 10 april 1995 en bij de richtlijn 2000/65/EG van 17 oktober 2000, op artikel 28septies ingevoegd bij de richtlijn 91/680/EEG van 16 december 1991 en gewijzigd bij de richtlijn 92/111/EEG van 14 december 1992 en bij de richtlijn 95/7/EG van 10 april 1995 en op artikel 28nonies, ingevoegd bij de richtlijn 91/680/EEG van 16 december 1991 en gewijzigd bij de richtlijn 92/111/EEG van 14 december 1992, bij de richtlijn 95/7/EG van 10 april 1995 en bij de richtlijn 2000/65/EG van 17 oktober 2000;

Gelet op de richtlijn 2002/38/EG van de Raad van 7 mei 2002;

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 18, § 1, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 december 1995, 27 mei 1997, 28 december 1999 en de wet van 22 april 2003, op artikel 21, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 december 1995, 27 mei 1997, 28 december 1999 en de wet van 22 april 2003, op artikel 27, vervangen bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de wet van 30 oktober 1998, op artikel 53, vervangen bij de wet van 28 december 1992, op artikel 53octies, § 2, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992 en gewijzigd bij de wet van 22 april 2003, op artikel 55, vervangen bij de wet van 7 maart 2002 en gewijzigd bij de wetten van 20 december 2002 en 22 april 2003, en op artikel 58bis, ingevoegd bij de wet van 22 april 2003;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 18, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1994, 16 december 1998, 20 juli 2000, 21 juni 2001, 5 september 2001 en 2 april 2002;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 mei 1984, 30 december 1986, 19 april 1991, 29 december 1992, 14 april 1993 en 20 juli 2000;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 42 van 29 december 1992 tot vaststelling van de toe te passen wisselkoers indien gegevens voor het bepalen van de maatstaf van heffing van de belasting over de toegevoegde waarde voor handelingen andere dan de invoeren van goederen, zijn uitgedrukt in een vreemde munteenheid, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 november 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juni 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 24 juni 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid :

— dat de richtlijn 2002/38/EG vóór 1 juli 2003 in Belgisch recht dient te zijn omgezet;

— dat elke vertraging concurrentievervalsingen tussen de dienstverrichters zou veroorzaken, wat het risico tot niet-heffing of dubbele heffing zou meebrengen;

Gelet op advies 35.658/2 van de Raad van State, gegeven op 9 juli 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 18 van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1994, 16 december 1998, 20 juli 2000, 21 juni 2001, 5 september 2001 en 2 april 2002, wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. De personen gehouden tot het indienen van de in artikel 58bis, § 2, 4°, van het Wetboek bedoelde aangifte, gebruiken de aangifteformulieren die bestaan uit een elektronisch bericht waarvan de inhoud is

l'annexe IV du présent arrêté. Elles doivent l'envoyer à l'adresse électronique créée à cet effet par le Ministre des Finances ou son délégué. »

**Art. 2.** Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 26bis. § 1<sup>er</sup>. Le prestataire de services visé à l'article 58bis, § 2, du Code, doit tenir un registre des opérations relevant de ce régime spécial.

§ 2. Dans le registre visé au § 1<sup>er</sup>, le prestataire de services inscrit, pour chaque opération :

- 1° un numéro d'ordre;
- 2° la date de l'opération ou la période d'exécution de l'opération;
- 3° le nom et l'adresse du preneur de services;
- 4° la description du service fourni par voie électronique;
- 5° l'indication du taux applicable dans l'Etat membre dans lequel l'opération est réputée avoir lieu, de la base d'imposition et du montant de la taxe due;

6° le cas échéant, l'indication de la disposition légale en vertu de laquelle l'opération est exonérée de la taxe ou en vertu de laquelle la taxe n'est pas portée en compte.

En outre, à la fin de chaque période de déclaration, sont inscrits, par Etat membre concerné, le montant total de la base d'imposition, le montant total de la taxe correspondante exprimés en euros ainsi que le montant total des taxes dues dans la Communauté relatifs à cette période. »

**Art. 3.** Il est inséré dans le même arrêté, une annexe IV dont le texte figure à l'annexe au présent arrêté.

**Art. 4.** A l'article 9 de l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée, modifié par les arrêtés royaux du 15 mai 1984, du 30 décembre 1986, du 19 avril 1991, du 29 décembre 1992, du 14 avril 1993 et du 20 juillet 2000, il est inséré à la place du § 3 qui devient le § 4, un § 3, nouveau, rédigé comme suit :

« § 3. Lorsqu'il s'agit d'un prestataire de services qui s'est identifié en Belgique ou dans un autre Etat membre pour l'application du régime spécial visé à l'article 58bis du Code, l'ayant droit à la restitution doit introduire une demande en restitution auprès du chef du Bureau central de T.V.A. pour assujettis étrangers. La demande doit parvenir à ce fonctionnaire, en trois exemplaires, avant que n'expire la troisième année civile qui suit celle durant laquelle la cause de restitution est intervenue. »

**Art. 5.** L'intitulé de la section première de l'arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section première. — Paiements aux comptes courants postaux de « T.V.A.-Recettes » Bruxelles, Malines, Namur et VAT on E-Services. »

**Art. 6.** Il est inséré dans la section première, du même arrêté, une sous-section 3, rédigé comme suit :

« Sous-section 3. — Paiement au compte courant postal de « VAT on E-Services. »

Art. 13bis. § 1<sup>er</sup>. Le paiement des taxes visées à l'article 58bis, § 2, 5°, du Code dont l'exigibilité résulte de la déclaration visée à l'article 58bis, § 2, 4°, du Code est effectué sur le compte courant postal n° 679-2003426-85 de « VAT on E-Services ».

§ 2. Le paiement au compte courant postal n° 679-2003426-85 est effectué par le redevable au moyen d'un versement ou d'un virement mentionnant la communication structurée que lui a notifiée l'administration. Il prend effet à la date fixée conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de cet arrêté. »

bepaald in de bijlage IV van dit besluit. Zij dienen het toe te sturen naar het elektronisch adres dat te dien einde gecreëerd werd door of vanwege de Minister van Financiën. »

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 26bis ingevoegd, luidende :

« Art. 26bis. § 1. De dienstverrichter bedoeld in artikel 58bis, § 2, van het Wetboek, dient een register te houden van de handelingen waarop deze bijzondere regeling van toepassing is.

§ 2. In het in § 1 bedoelde register, vermeldt de dienstverrichter, voor elke handeling :

- 1° een volgnummer;
- 2° de datum van de handeling of de periode van de uitvoering van de handeling;
- 3° de naam en het adres van de ontvanger van de dienst;
- 4° de beschrijving van de langs elektronische weg verstrekte dienst;
- 5° de vermelding van het tarief dat van toepassing is in de lidstaat waar de handeling wordt geacht plaats te vinden, van de maatstaf van heffing en van het bedrag van de verschuldigde belasting;

6° in voorkomend geval, de vermelding van de wettelijke bepaling op grond waarvan de handeling van de belasting is vrijgesteld of op grond waarvan de belasting niet in rekening wordt gebracht.

Bovendien wordt op het einde van elke aangifteperiode, per betrokken lidstaat, het totaalbedrag van de maatstaf van heffing, het totaalbedrag van de overeenstemmende belasting uitgedrukt in euro, alsook het totaalbedrag van de in de Gemeenschap met betrekking tot die periode verschuldigde belasting ingeschreven. »

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage IV ingevoegd waarvan de tekst in bijlage bij dit besluit wordt opgenomen.

**Art. 4.** In artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969 met betrekking tot de teruggaven inzake belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 mei 1984, 30 december 1986, 19 april 1991, 29 december 1992, 14 april 1993 en 20 juli 2000, wordt in de plaats van § 3, dat § 4 wordt, een nieuwe § 3 ingevoegd, luidende :

« § 3. Wanneer het gaat om een dienstverrichter die zich voor de toepassing van de in artikel 58bis van het Wetboek bedoelde bijzondere regeling in België of in een andere lidstaat heeft geïdentificeerd, moet de rechthebbende op teruggaaf een aanvraag tot teruggaaf indienen bij het hoofd van het Centraal BTW-kantoor voor buitenlandse belastingplichtigen. De aanvraag moet, in drievoud, bij deze ambtenaar toekomen vóór het verstrijken van het derde kalenderjaar volgend op dat waarin de oorzaak van de teruggaaf zich heeft voorgedaan. »

**Art. 5.** Het opschrift van de eerste afdeling van het koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992 met betrekking tot de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde wordt vervangen als volgt :

« Eerste afdeling. — Betalingen op de postrekeningen van « BTW-Ontvangsten » Brussel, Mechelen, Namen en VAT on E-Services. »

**Art. 6.** In de eerste afdeling van hetzelfde besluit wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, luidende :

« Onderafdeling 3. — Betaling op de postrekening van « VAT on E-Services. »

Art. 13bis. § 1. De betaling van de belasting bedoeld in artikel 58bis, § 2, 5°, van het Wetboek waarvan de opeisbaarheid blijkt uit de aangifte bedoeld in artikel 58bis, § 2, 4°, van het Wetboek wordt gedaan op de postrekening nr. 679-2003426-85 van « VAT on E-Services ».

§ 2. De betaling door de belastingschuldige op de postrekening nr. 679-2003426-85 wordt gedaan door storting of overschrijving met vermelding van de gestructureerde mededeling die hem werd ter kennis gebracht door de administratie. Zij heeft uitwerking op de datum bepaald overeenkomstig artikel 4, § 1, van dit besluit. »

**Art. 7.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 42 du 29 décembre 1992 fixant le taux de change à appliquer lorsque des éléments servant à déterminer la base d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée des opérations autres que des importations de biens, sont exprimés dans une monnaie étrangère, modifié par l'arrêté royal du 26 novembre 1998, dont le texte actuel formera le § 1<sup>er</sup>, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, lorsque les éléments servant à déterminer la base d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée d'une prestation de services visée à l'article 58bis, du Code, sont exprimés dans l'unité monétaire d'un pays tiers ou d'un Etat membre qui n'a pas adopté l'euro, le taux de change applicable pour la conversion entre cette unité et l'euro est le taux de change en vigueur le dernier jour de la période imposable déclarée, publié par la Banque centrale européenne pour le jour en question, ou à défaut pour le jour de publication suivant. »

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

**Art. 9.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

—  
Nota

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 2 décembre 1957, *Moniteur belge* du 25 décembre 1957;

Loi du 3 juillet 1969, *Moniteur belge* du 17 juillet 1969;

Loi du 28 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 1<sup>re</sup> édition;

Loi du 30 octobre 1998, *Moniteur belge* du 10 novembre 1998;

Loi du 7 mars 2002, *Moniteur belge* du 13 mars 2002, 3e édition;

Loi du 20 décembre 2002, *Moniteur belge* du 31 décembre 2002, 3e édition;

Loi du 22 avril 2003, *Moniteur belge* du 13 mai 2003;

Arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 4e édition;

Arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969, *Moniteur belge* du 31 décembre 1969;

Arrêté royal n° 24 du 29 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 4e édition;

Arrêté royal n° 42 du 29 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 4e édition;

Arrêté royal du 15 mai 1984, *Moniteur belge* du 31 mai 1984;

Arrêté royal du 30 décembre 1986, *Moniteur belge* du 10 janvier 1987;

Arrêté royal du 19 avril 1991, *Moniteur belge* du 30 avril 1991;

Arrêté royal du 29 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 4e édition;

Arrêté royal du 14 avril 1993, *Moniteur belge* du 30 avril 1993;

Arrêté royal du 5 décembre 1994, *Moniteur belge* du 9 décembre 1994;

Arrêté royal du 22 décembre 1995, *Moniteur belge* du 30 décembre 1995;

Arrêté royal du 27 mai 1997, *Moniteur belge* du 31 mai 1997;

Arrêté royal du 26 novembre 1998, *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> décembre 1998, 2e édition;

Arrêté royal du 16 décembre 1998, *Moniteur belge* du 24 décembre 1998, 2e édition;

Arrêté royal du 28 décembre 1999, *Moniteur belge* du 31 décembre 1999, 3e édition;

Arrêté royal du 20 juillet 2000, *Moniteur belge* du 30 août 2000;

Arrêté royal du 21 juin 2001, *Moniteur belge* du 28 juin 2001;

Arrêté royal du 5 septembre 2001, *Moniteur belge* du 18 septembre 2001;

Arrêté royal du 2 avril 2002, *Moniteur belge* du 16 avril 2002, 2e édition.

**Art. 7.** Artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 42 van 29 december 1992 tot vaststelling van de toe te passen wisselkoers indien gegevens voor het bepalen van de maatstaf van heffing van de belasting over de toegevoegde waarde voor handelingen andere dan de invoeren van goederen, zijn uitgedrukt in een vreemde munteenheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 november 1998, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. In afwijking van § 1, wanneer de gegevens voor het bepalen van de maatstaf van heffing van de belasting over de toegevoegde waarde van een in artikel 58bis van het Wetboek bedoelde dienstverrichting zijn uitgedrukt in de munteenheid van een derde land of van een lidstaat die de euro niet heeft aangenomen, is voor de omrekening tussen deze munteenheid en de euro de wisselkoers van toepassing die gold op de laatste dag van de aangifteperiode die de Europese Centrale Bank voor die dag bekend heeft gemaakt of, bij gebreke, de wisselkoers voor de eerstvolgende dag van bekendmaking. »

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2003.

**Art. 9.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juli 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 2 december 1957, *Belgisch Staatsblad* van 25 december 1957;

Wet van 3 juli 1969, *Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1969;

Wet van 28 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 1ste editie;

Wet van 30 oktober 1998, *Belgisch Staatsblad* van 10 november 1998;

Wet van 7 maart 2002, *Belgisch Staatsblad* van 13 maart 2002, 3e editie;

Wet van 20 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002, 3e editie;

Wet van 22 april 2003, *Belgisch Staatsblad* van 13 mei 2003;

Koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 4e editie;

Koninklijk besluit nr. 4 van 29 december 1969, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1969;

Koninklijk besluit nr. 24 van 29 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 4e editie;

Koninklijk besluit nr. 42 van 29 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 4e editie;

Koninklijk besluit van 15 mei 1984, *Belgisch Staatsblad* van 31 mei 1984;

Koninklijk besluit van 30 december 1986, *Belgisch Staatsblad* van 10 januari 1987;

Koninklijk besluit van 19 april 1991, *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1991;

Koninklijk besluit van 29 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 4e editie;

Koninklijk besluit van 14 april 1993, *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1993;

Koninklijk besluit van 5 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 9 december 1994;

Koninklijk besluit van 22 december 1995, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1995;

Koninklijk besluit van 27 mei 1997, *Belgisch Staatsblad* van 31 mei 1997;

Koninklijk besluit van 26 november 1998, *Belgisch Staatsblad* van 1 december 1998, 2e editie;

Koninklijk besluit van 16 december 1998, *Belgisch Staatsblad* van 24 december 1998, 2e editie;

Koninklijk besluit van 28 december 1999, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1999, 3e editie;

Koninklijk besluit van 20 juli 2000, *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 2000;

Koninklijk besluit van 21 juni 2001, *Belgisch Staatsblad* van 28 juni 2001;

Koninklijk besluit van 5 september 2001, *Belgisch Staatsblad* van 18 september 2001;

Koninklijk besluit van 2 april 2002, *Belgisch Staatsblad* van 16 april 2002, 2e editie.



---

**III. DATE ET SIGNATURE(S)**

---

Déclaration sincère et complète

Date : .....

Téléphone n° .....

E-mail .....

Signature(s)

Nom et qualité du ou des signataire(s)

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 15 juillet 2003 modifiant les arrêtés royaux n<sup>os</sup> 1, 4, 24 et 42 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée.

**ALBERT**

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

**D. REYNERS**



---

**III. DATUM EN HANDTEKENING(EN)**

---

Ik verklaar dat deze aangifte oprecht en volledig is.

Datum : .....

Telefoonnummer.....

E-mail .....

Handtekening(en)

Naam en hoedanigheid van de ondertekenaar(s)

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 15 juli 2003 tot wijziging van de koninklijke besluiten mrs. 1, 4, 24 en 42 met betrekking tot de belasting over de toegevoegde waarde.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

**D. REYNERS**